

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

19 décembre 2012

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat  
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

---



# Sommaire

---

Genève-Confédération .....	4
Pour une meilleure protection des consommateurs.....	4
Genève .....	5
Taxis : mesures sur le site de l'aéroport international de Genève (AIG) .....	5
Stratégie en matière de gestion de la dette pour 2013.....	5
Augmentation du nombre de procureurs .....	6
Nouveau droit de la protection de l'adulte : règlement sur l'état civil modifié .....	6
Taxation des plus-values foncières : l'Etat et les communes exonérés .....	7
Caisse publique de prêts sur gages : taux d'intérêts pour l'année 2013 .....	7
Fourniture du gaz naturel par les SIG : compensation des émissions de CO <sub>2</sub> .....	7
Mise à ban temporaire d'emplacements dignes d'intérêt pour la protection de la nature.....	8
Pouvoir provisionnel du président du Conseil d'Etat : législation adaptée à la nouvelle constitution.....	8
Modification du règlement sur l'organisation de l'administration cantonale .....	8
Nouvelle gouvernance du tourisme genevois.....	9
Part cantonale du bénéfice de la Loterie romande : quatrième attribution 2012.....	10
Soutien à la réinsertion des personnes toxicodépendantes .....	10
Aide financière à plusieurs organismes actifs dans le social.....	10
Lutte contre les violences domestiques : soutien à l'association Vires .....	11
Aide financière dans le domaine des violences domestiques .....	12
Aide financière à plusieurs institutions culturelles.....	12
Aide financière au Lancy Natation .....	13
Subvention accordée à l'association Genèvevroule.....	13
Droit de préemption : le Conseil d'Etat statue sur deux délibérations de la Ville de Genève.....	13
Ville de Genève : nouveau règlement des cimetières approuvé .....	14
Soral : nouveau maire élu .....	14
Laconnex : autorités communales au complet.....	15
Entrée en vigueur de lois .....	16
Agenda des invitations à la presse .....	17

## **Pour une meilleure protection des consommateurs**

Le Conseil d'Etat a pris position sur les avant-projets de la commission des affaires juridiques du Conseil des Etats visant à exécuter les initiatives parlementaires « [Pour une protection du consommateur contre les abus du démarchage téléphonique](#) » et « [Abroger les dispositions sur le contrat de vente avec paiements préalables](#) ».

Le Conseil d'Etat salue les modifications du code des obligations et de la loi sur le crédit à la consommation proposées par la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats. Ces révisions visent à accorder au consommateur privé, lors de la conclusion de contrats à distance (par Internet ou téléphone), un délai harmonisé de révocation limité dans le temps.

En effet, le fort développement du commerce en ligne et du démarchage téléphonique a affaibli la position du consommateur au moment de conclure une transaction. Il n'a, de fait, pas la possibilité de voir physiquement la marchandise ou la prestation et se trouve souvent mis sous pression par le vendeur. Il en résulte un risque non négligeable de contracter de manière viciée. Ce risque sera considérablement réduit par les modifications proposées.

Le Conseil d'Etat approuve en outre sans réserve la suppression des dispositions du code des obligations et de la loi sur la concurrence déloyale concernant le contrat de vente avec paiements préalables, ce type de contrat n'étant plus utilisé en pratique.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean Genolet, directeur du service du commerce, DARES,  
☎ 022 388 39 26.*

---

## **Taxis : mesures sur le site de l'aéroport international de Genève (AIG)**

Le Conseil d'Etat a suivi les recommandations du [département des affaires régionales, de l'économie et de la santé](#) (DARES) et validé les mesures suivantes à mettre en place sur le site aéroportuaire de Genève pour la saison d'hiver 2012-2013:

- création d'un guichet d'information aux passagers de l'AIG concernant l'offre touristique et chargé notamment de renseigner sur les possibilités de transports par taxis et minibus et de recueillir les plaintes des clients desdits transporteurs. (déjà opérationnel) ;
- constitution d'un pool chargé de faciliter la prise en charge des passagers et d'observer le respect des règles LTaxis dans le secteur et le hall Arrivées de l'AIG, avec possibilité de faire appel à la PSI pour constater formellement toute infraction effective à la loi. La mise en place de la mesure sera pilotée par le Service du commerce (SCOM) et son financement sera refacturé à l'AIG ;
- vérification par les autorités compétentes en matière de contrôles que les transporteurs désirant utiliser le parking P33 soient autorisés par le service du commerce.

*Pour toute information complémentaire : M. Laurent Paoliello, secrétaire général adjoint, DSE,  
☎ 079 935 86 75.*

---

## **Stratégie en matière de gestion de la dette pour 2013**

Le Conseil d'Etat a arrêté sa stratégie relative à la gestion de la dette pour l'exercice 2013. Celle-ci se situe dans la continuité de l'action poursuivie depuis dix ans, tout en tenant compte de l'évolution des taux d'intérêts et de celle de la dette elle-même.

Les objectifs suivants ont été fixés :

- le taux d'intérêt moyen de la dette ne doit pas se situer au-delà de 2,2% (contre un plafond de 2,3% fixé pour 2012) ;
- la proportion maximale des emprunts à taux variable demeure fixée à 30% et celle des emprunts à court terme à 25% ;
- la durée moyenne des emprunts dont l'échéance est supérieure à une année est maintenue idéalement à 8 ans (7,3 ans en 2012).

La stratégie de gestion de la dette est définie chaque année afin de consolider l'existant et de préparer le moyen et le long terme de manière à minimiser le coût de la dette, ceci dans un contexte économique et financier actuellement marqué par d'importantes incertitudes.

*Pour toute information complémentaire : Mme Adriana Jost, directrice de la trésorerie générale de l'Etat, DF, ☎ 022 546 13 70.*

---

### **Augmentation du nombre de procureurs**

Le Conseil d'Etat propose de modifier la [loi sur l'organisation judiciaire](#) et de porter le nombre des procureurs ou premiers procureurs de 35 à 43. Cette modification est justifiée par la très importante augmentation de la charge de travail induite par l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénal suisse et de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs.

Cette charge, qui s'est élevée en 2011 à 420 procédures par an et par magistrat, procureur général compris, a pour effet d'engorger le Ministère public et de ralentir gravement le délai de traitement des affaires. Cette situation porte atteinte aux efforts entrepris par l'ensemble des partenaires de la sécurité dans notre canton. N'entendant pas l'accepter, le Conseil d'Etat répond par la modification proposée aux exigences légitimes des citoyens en matière de poursuite pénale.

*Pour toute information complémentaire : M. Vincent Derouand, responsable de la communication du pouvoir judiciaire, ☎ 022 327 62 78 ou 076 616 54 66.*

---

### **Nouveau droit de la protection de l'adulte : règlement sur l'état civil modifié**

Le Conseil d'Etat, d'entente avec le pouvoir judiciaire, a modifié le règlement sur l'état civil afin d'ajouter une disposition précisant que sur demande du Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant, adressée par courriel, l'arrondissement de l'état civil du domicile de la personne concernée lui communique, également par courriel et dans les quatre jours ouvrables, l'existence ou l'inexistence d'un mandat pour cause d'incapacité.

Cette disposition réglementaire entrera également en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Le nouveau droit de la protection de l'adulte, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013, fournira une base légale au mandat pour cause d'incapacité, grâce auquel une personne capable de discernement peut prendre des dispositions relatives à son assistance personnelle et à sa représentation légale dans l'éventualité où elle devenait incapable de discernement.

Conformément à une modification de l'ordonnance fédérale sur l'état civil du 7 novembre 2012, qui entrera également en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013, il sera désormais possible de faire inscrire la constitution d'un mandat pour cause d'incapacité et le lieu de dépôt dudit mandat dans le registre de l'état civil.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.*

---

### **Taxation des plus-values foncières : l'Etat et les communes exonérés**

Le Conseil d'Etat a apporté une précision au règlement d'application adopté le 21 août dernier, mettant en œuvre la taxation des plus-values foncières consécutives à des mesures d'aménagement du territoire.

Cette modification introduit une clause d'exonération pour l'Etat et les communes, par analogie à celle qui prévaut pour la taxe d'équipement.

*Pour toute information complémentaire : M. Christian Goumaz, secrétaire général, DU, ☎ 022 546 54 01.*

---

### **Caisse publique de prêts sur gages : taux d'intérêts pour l'année 2013**

Comme il le fait chaque fin d'année, le Conseil d'Etat a approuvé les taux d'intérêts de la Caisse publique de prêts sur gages déterminés par le conseil d'administration de la caisse.

Ces taux sont les suivants pour l'année 2013 :

- prêts ne dépassant pas 250 francs en capital : sans intérêt, ni droit fixe ;
- prêts de 201 à 500 francs, quelle que soit la nature de la garantie : 5% l'an ;
- prêts garantis par du bétail élevé pour la production laitière : taux inférieur à 8,5% l'an ;
- prêts de plus de 500 francs garantis par les gages visés à l'article 6, alinéa 1, lettres a à c de la loi (bijoux, objets divers, marchandises, warrants, titres, bétail de boucheries, etc.) : 8,5% l'an.

Les droits d'engagement (droits fixes) pour les prêts supérieurs à 250 francs sont fixés à 6,5%.

*Pour toute information complémentaire : Mme Laura Bertholon, secrétaire générale adjointe, DF, ☎ 022 327 98 23.*

---

### **Fourniture du gaz naturel par les SIG : compensation des émissions de CO<sub>2</sub>**

Le Conseil d'Etat a approuvé une révision des tarifs de fourniture du gaz naturel des SIG. Cette révision offre aux usagers la possibilité, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, de s'approvisionner en gaz dont les émissions de CO<sub>2</sub> sont compensées. Ces compensations seront obtenues par des économies de CO<sub>2</sub> réalisées à Genève, par du biogaz issu de la valorisation des boues d'épuration de la STEP d'Aire et, pour le solde, par l'achat de certificats reconnus.

Par défaut et pour un tarif inchangé par rapport au tarif actuel, les usagers genevois bénéficieront de gaz dont la totalité des émissions de CO<sub>2</sub> est compensée. Par une démarche volontaire, ils pourront choisir d'autres tarifs permettant de soutenir plus fortement des projets genevois d'économie de CO<sub>2</sub> et le développement du biogaz local.

Le gouvernement salue les démarches entreprises pour soutenir les programmes de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et le développement du biogaz local.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DS,  
☎ 022 327 93 64.*

---

### **Mise à ban temporaire d'emplacements dignes d'intérêt pour la protection de la nature**

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté interdisant de pénétrer dans des secteurs dignes d'intérêt au titre de la protection de la nature. Les mesures dites « de mise à ban » visent à protéger les habitats sensibles des espèces rares ou menacées de la faune et de la flore, notamment pour faciliter leur reproduction et leur épanouissement.

La mise à ban temporaire concerne pour 2013 les sites suivants : Moulin de Vert (Cartigny), embouchure du Chambet dans la Seymaz (Choulex), Prés de l'Oie et Rouelbeau (Meinier) et Teppes de Verbois (Russin).

Ces dispositions ont été prises en accord avec les milieux associatifs concernés représentés au sein de la commission consultative de la diversité biologique.

*Pour toute information complémentaire : M. Bertrand von Arx, conservateur de la nature et du paysage, DIME,  
☎ 022 388 55 01.*

---

### **Pouvoir provisionnel du président du Conseil d'Etat : législation adaptée à la nouvelle constitution**

Après les [deux premiers projets de loi transmis par le Conseil d'Etat au Grand Conseil le 28 novembre 2012](#), le Conseil d'Etat a adopté un nouveau texte visant à adapter la législation genevoise à la nouvelle constitution, adoptée par le peuple le 14 octobre 2012.

S'agissant du pouvoir provisionnel du président du Conseil d'Etat, la [constitution actuelle](#) stipule que «le président ou, en son absence, le vice-président, a le pouvoir provisionnel, à la charge d'en référer dans le plus bref délai au Conseil d'Etat ». Cette règle n'a pas été reprise dans la nouvelle constitution car l'Assemblée constituante a estimé qu'elle n'était pas de rang constitutionnel, mais légal. Le Conseil d'Etat a donc déposé un projet de loi pour prévoir cette règle indispensable au niveau légal.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 09.*

---

### **Modification du règlement sur l'organisation de l'administration cantonale**

L'organisation du département de la sécurité a fait l'objet d'un certain nombre de réformes. Le Conseil d'Etat les a mises en œuvre au niveau réglementaire en modifiant [le règlement sur l'organisation de l'administration cantonale](#), du 7 décembre 2009 (ROAC), avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013.



Ces modifications sont :

- l'intégration du service cantonal des objets trouvés au sein du corps de police ;
- la fusion du service de la sécurité civile et du service des affaires militaires en un nouvel office chargé de la protection de la population et des affaires militaires ;
- la montée au niveau du secrétariat général des différentes missions et entités réunies jusqu'ici au niveau de l'office des droits humains, ces dernières devenant les bureaux de la solidarité internationale (BSI), de l'intégration des étrangers (BIE), de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes (BPE), et des violences domestiques (BVD) ;
- le rattachement à l'office pénitentiaire (OFPEN) du traitement de la détention administrative, l'OFPEN devenant office cantonal de la détention (OCD) ;
- la structuration de l'OCD :
  - la suppression du service des établissements de détention et des peines alternatives (SEDPA) et intégration des effectifs à la direction générale de l'OFPEN;
  - le rattachement direct à la direction générale de l'OCD, des établissements pénitentiaires dépendants du SEDPA, à savoir :
    - l'établissement fermé de la Brenaz ;
    - l'établissement fermé de Favra ;
    - l'établissement de Riant-Parc ;
    - l'établissement de Villars ;
    - l'établissement ouvert Le Vallon ;
    - l'établissement ouvert de Montfleury ;
    - le Centre éducatif de détention et d'observation de la Clairière.
  - Le rattachement du secteur des peines alternatives au service de probation et d'insertion (SPI).
- La transformation du service de l'énergie en office, l'énergie étant désormais une politique publique spécifique ;
- La simplification du nom actuel de l'office cantonal des automobiles et de la navigation en office cantonal des véhicules (OCV).

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,  
☎ 022.327 92 09.*

---

## **Nouvelle gouvernance du tourisme genevois**

Le Conseil d'Etat a approuvé les statuts de la Fondation Genève Tourisme & Congrès et a nommé les membres de son conseil. Il a également nommé les membres de la commission consultative du tourisme, à l'exception de son président, qui sera désigné ultérieurement par ses pairs.

La Fondation Genève Tourisme & Congrès, nouvelle entité née de la fusion entre la Fondation pour le tourisme et l'association Genève Tourisme & Congrès, entrera en fonction le 1er janvier 2013, date de l'entrée en vigueur de la loi sur le tourisme modifiée et approuvée par le Grand Conseil en juin 2012. Cette nouvelle structure du tourisme genevois permettra d'améliorer le modèle de gouvernance actuel.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.*

---

## **Part cantonale du bénéfice de la Loterie romande : quatrième attribution 2012**

Le Conseil d'Etat a donné son aval aux propositions formulées par l'organe genevois de répartition des bénéfices de la Loterie romande, lors de la dernière de ses quatre séances annuelles d'attribution. Ainsi, nonante-huit institutions à but non lucratif se sont vu attribuer un total de 6,02 millions de francs, dont 41% dévolus à la culture. Comme à l'accoutumée, la liste des bénéficiaires ainsi que la destination et le montant de chaque attribution seront publiés dans la Feuille d'avis officielle (FAO).

Sur l'ensemble de l'année, le Conseil d'Etat a approuvé l'attribution de 19,467 millions de francs, entièrement consacrés à des projets d'utilité publique. Les projets relèvent des thématiques suivantes : aide sociale et personnes âgées (8 %), jeunesse et éducation (8 %), santé et handicap (7 %), formation et recherche (14 %), patrimoine (5 %), environnement (3 %), promotion, tourisme et divers (8 %), et le secteur culturel (47 %).

Les critères d'attribution et les modalités de traitement des demandes de dons peuvent être consultés sur le site [www.entraide.ch](http://www.entraide.ch), sous la rubrique « obtenir un don », en cliquant sur les armoiries du canton de Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, président de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande, DU, ☎ 022 546 54 10.*

---

## **Soutien à la réinsertion des personnes toxicodépendantes**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi accordant à l'association Argos une indemnité de fonctionnement d'un montant total de 2,993 millions de francs par année pour la période 2013-2016. Cette subvention s'inscrit dans le cadre du programme public C03, « Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale ». Elle est assortie d'un nouveau contrat de prestations.

L'association Argos œuvre depuis 34 ans dans la lutte contre la toxicomanie. Elle promeut l'abstinence et l'insertion des personnes toxicodépendantes en proposant une palette de prestations résidentielles et ambulatoires de type socio-éducatif. Sa mission se décline en trois objectifs : accueillir, accompagner, traiter et orienter les personnes toxicodépendantes ; agir contre l'exclusion et encourager l'insertion et, enfin, agir contre les représentations stigmatisantes et simplificatrices liées à la toxicomanie.

Faisant face depuis plusieurs années déjà à l'émergence d'un nouveau profil de clientèle qui se caractérise par une consommation accrue de cocaïne souvent associée à d'autres substances, l'association Argos a introduit récemment un nouveau mode de prise en charge autorisant plus de mobilité entre ses deux programmes résidentiels. Cette nouvelle flexibilité permet également à l'association d'assurer une gestion optimale des places disponibles dans chaque structure.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.*

---

## **Aide financière à plusieurs organismes actifs dans le social**

Le Conseil d'Etat a accordé une série d'aides financières s'inscrivant dans le cadre du programme public E 01, « Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées ».

Il a ainsi accordé un montant de 994'257 francs pour l'année 2013 à la fondation Cap Loisirs, qui œuvre en faveur du développement de l'autonomie et de l'intégration sociale de personnes mentalement handicapées.

Elle organise des séjours et des week-ends, met en place des projets d'animation, d'ateliers et d'exposition et prodigue un accompagnement adapté aux personnes handicapées ainsi qu'un soutien à leur entourage.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a accordé un montant de 203'802 francs pour l'année 2013 à l'association Pro Mente Sana, qui œuvre en faveur de la promotion et de la défense des intérêts et des droits généraux des personnes atteintes ou souffrant de troubles psychiques. Elle prodigue des conseils juridiques et psychosociaux et contribue à l'information et à la sensibilisation du public et des autorités par le biais de publications, de cours et de conférences.

Enfin, le Conseil d'Etat a accordé à Cerebral Genève 204'345 francs pour l'année 2012 et 203'878 francs pour l'année 2013. Cette association œuvre à la défense des droits et de la dignité des membres de l'association et de toute personne handicapée par des actions basées sur des liens actifs de solidarité. Elle organise des activités de loisirs telles que des week-ends, des séjours de vacances et des séances de massages-relaxation pour les personnes atteintes d'infirmité motrice cérébrale. Cerebral Genève fournit par ailleurs de l'information, notamment sur les structures d'accueil existantes, les moyens auxiliaires et les thérapies possibles, par le biais de conseils et de conférences.

*Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19.*

---

### **Lutte contre les violences domestiques : soutien à l'association Vires**

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi accordant une aide financière annuelle de 300'000 francs à l'Association Vires pour les années 2013 à 2016.

Depuis dix-huit ans, l'association Vires œuvre de manière active dans le cadre de la lutte contre les violences domestiques. Elle propose un appui thérapeutique à toute personne ayant recours, ponctuellement ou chroniquement, à la violence dans le couple et dans la famille, que cette violence s'exprime de manière physique, psychologique, sexuelle ou économique.



Depuis le 21 janvier 2010, l'association Vires est habilitée par le département de la sécurité à recevoir les personnes éloignées lors de mesures d'éloignement prononcées par la police genevoise, comme le prévoit la loi sur les violences domestiques (LVD), du 16 septembre 2005.

Disposant depuis 2006 d'une structure d'hébergement temporaire pour auteurs de violence, Vires cessera cette prestation au 31 décembre 2012, en faveur d'un accompagnement psychosocial et médical plus soutenu pour les auteurs de violences, en collaboration avec d'autres structures d'hébergement cantonales.

L'association bénéficie depuis 2001 d'une subvention versée par l'Etat de Genève. Le présent projet de loi a pour objectif de reconduire cette aide afin de lui permettre de poursuivre son œuvre de pionnier, consistant notamment dans le développement de programmes spécifiques destinés à stopper le recours à la violence domestique.

Ce projet de loi s'inscrit dans le respect des dispositions de la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005.

*Pour toute information complémentaire : Mme Florence Merenda, adjointe du délégué aux violences domestiques, DS, ☎ 022 546 89 80.*

---

## **Aide financière dans le domaine des violences domestiques**

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant de 168'000 francs au foyer Le Pertuis – qui dépend de la Fondation officielle de la jeunesse (FOJ) – pour la réalisation du projet pilote « Hébergement de personnes auteures de violences domestiques » en 2013. Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme public H07, « Privation de liberté et mesures d'encadrement ».

La nécessité de disposer de places d'hébergement pour les personnes auteures de violences domestiques éloignées de leur domicile se justifie dans le but de favoriser le maintien des personnes victimes et de leurs enfants à leur domicile et dans leur cadre de vie.

Jusqu'en décembre 2012, une telle structure était mise à disposition par l'association Vires, dans le cadre du contrat de prestations 2009-2012 qui la lie à l'Etat de Genève. L'association Vires ayant fait part de sa volonté de ne pas poursuivre cette prestation dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Conseil d'Etat a demandé au foyer le Pertuis de la reprendre sous la forme d'un projet pilote d'une année.

Fin 2013 et après évaluation de la situation, le Conseil d'Etat se déterminera sur la pérennisation de cette prestation.

*Pour toute information complémentaire : M. David Bourgoz, délégué aux violences domestiques, DS,  
☎ 022 546 89 82.*

---

## **Aide financière à plusieurs institutions culturelles**

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière totale de 70'000 francs répartie entre La Fondation d'art dramatique de Genève, organisée en fondation de droit public, et la Lanterne magique, organisée en association à but non lucratif.

D'un montant annuel de 15'000 francs en 2012, en 2013 et en 2014, soit au total 45'000 francs, l'aide accordée à la Fondation d'art dramatique de Genève encourage le développement du projet transfrontalier « Territoires en écriture de Genève à Lyon », dans le cadre d'Intereg France-Suisse.

Il s'agit, par la collaboration entre deux théâtres, l'un suisse, l'autre français, de favoriser l'écriture contemporaine et d'auteurs vivants afin de créer deux spectacles qui seront joués à Genève sur la scène du Poche et à Lyon sur la scène du théâtre les Célestins. Les différents événements se dérouleront en trois éditions sur les saisons 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015.

Quant à l'aide de 25'000 francs attribuée à la Lanterne magique, elle vise à soutenir ses activités de médiation culturelle entre la création cinématographique et le jeune public. L'association mène un travail de sensibilisation et d'éducation à l'image auprès des enfants de 6 à 12 ans, en Suisse et dans dix autres pays. La démarche pédagogique de l'association la Lanterne magique s'inscrit pleinement dans la politique menée par l'Etat en matière d'accès et de sensibilisation à la culture, en particulier auprès du jeune public.

Le Conseil d'Etat a également adopté un arrêté accordant une aide financière totale de 80'000 francs au Festival Ateliers théâtre qui se déroulera au théâtre de Carouge, répartie à hauteur de 35'000 francs pour l'année 2012 et 45'000 francs pour 2013.

Cette aide vise à permettre d'organiser le Festival Ateliers théâtre, qui met en valeur le travail des ateliers théâtres du cycle d'orientation et du postobligatoire par la présentation sur les deux scènes professionnelles du théâtre de Carouge de cinq à dix spectacles réalisés par les ateliers. Cet événement se déroulera du 2 au 8 mai 2013.

Le Festival ateliers-théâtre s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique culturelle du canton, qui vise à sensibiliser les élèves à la culture tant par le contact avec l'offre proposée par les milieux culturels que par la pratique artistique.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,  
☎ 022 546 66 70.*

---

### **Aide financière au Lancy Natation**

Le Conseil d'Etat a attribué une aide financière de 24'290 francs pour l'année 2012 au Lancy Natation. Ce soutien intervient dans le cadre des attributions aux clubs sportifs genevois pour l'encouragement à la pratique sportive destinée aux enfants de 7 à 9 ans.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport, DIP,  
☎ 022 327 94 80.*

---

### **Subvention accordée à l'association Genève-roule**

Le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer à l'association Genève-roule, association d'utilité publique de prêt et de location de vélos employant des requérants d'asile et des chômeurs, une subvention de 50'000 francs.

Cette subvention est octroyée afin d'encourager ou de recourir à la mobilité douce pour la population genevoise et pour les touristes.

*Pour toute information complémentaire : Mme Julie Barbey-Horvath, ingénieure, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 92.*

---

### **Droit de préemption : le Conseil d'Etat statue sur deux délibérations de la Ville de Genève**

Le Conseil d'Etat a annulé une délibération du Conseil municipal de la Ville de Genève autorisant le Conseil administratif à exercer le droit de préemption sur une parcelle à Plainpalais (avenue de Miremont 23A, parcelle n°1795), au prix de 2,4 millions de francs.

En effet, selon un arrêt de la Chambre administrative de la Cour de justice qui fait suite au recours du propriétaire de la parcelle, la décision de la Ville de Genève d'exercer son droit de préemption constitue une atteinte à la garantie de la propriété contraire à la constitution, puisqu'elle n'apparaît pas justifiée par un intérêt public suffisant.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a validé une délibération du Conseil municipal de la Ville de Genève, qui invalidait une première délibération similaire, autorisant le Conseil administratif à exercer son droit de préemption sur une parcelle à la rue Micheli-du-Crest 18 (parcelle N° 1199), également à Plainpalais. Par le

biais d'une convention passée avec la Ville, le vendeur de la parcelle s'est en effet engagé à vendre son bien pour un montant de 3,373 millions de francs afin de permettre la construction de logements d'utilité publique.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.*

---

### **Ville de Genève : nouveau règlement des cimetières approuvé**

Le Conseil d'Etat a approuvé le nouveau règlement des cimetières de la Ville de Genève, qui a été adopté par le Conseil administratif dans sa séance du 10 octobre 2012.

Le principal changement consiste en un retour au délai légal d'inhumation (20 ans) au lieu de la période de 33 ans introduite en 2003. Le motif en est le manque possible de places dans les cimetières à l'horizon 2033-2036.

En raison de la variété des activités que conduit la Ville de Genève, l'option a été choisie d'adopter trois règlements distincts et complémentaires. Le règlement des cimetières se concentre sur la concrétisation des exigences de la loi cantonale sur les cimetières et de son règlement d'application. Seul ce document ainsi que les taxes et tarifs qui lui sont annexés font l'objet de l'approbation du Conseil d'Etat en application de l'article 9 de la loi sur les cimetières.

Les deux autres règlements traitent respectivement des infrastructures funéraires et des conditions auxquelles la Ville de Genève les met à disposition du public, et de l'industrie des cimetières de la Ville de Genève, qui soumet cet exercice à autorisation.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.*

---

### **Soral : nouveau maire élu**

Le Conseil d'Etat a proclamé élu sans scrutin M. **Raoul Florez** à la fonction de maire de la commune de Soral.

Suite à la démission du maire de la commune de Soral, M. Jean-Claude Egger, le Conseil d'Etat, lors de sa séance du 14 novembre 2012, a fixé la date de l'élection complémentaire au 3 mars 2013 avec un délai de dépôt des candidatures au lundi 3 décembre 2012 à 12h00 au plus tard.



Une seule liste de candidatures ayant été déposée dans le délai prescrit au service des votations et élections, cette élection complémentaire devient dès lors tacite.

*Pour toute information complémentaire: Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.*

---

### **Laconnex : autorités communales au complet**

Le Conseil d'Etat a proclamé élues sans scrutin d'une part Mme **Véronique Rudaz** à la fonction d'adjointe au maire de la commune de Laconnex, et d'autre part Mme **Maria Olga Mermet** à la fonction de conseillère municipale de la commune de Laconnex.



Suite à la démission de Mme Catherine Koumrouyan, adjointe et conseillère municipale dans la commune de Laconnex, le Conseil d'Etat, lors de sa séance du 7 novembre 2012, a fixé la date de l'élection complémentaire le 3 mars 2013, avec un délai de dépôt des candidatures au lundi 3 décembre 2012 à 12h00 au plus tard.

Une seule liste de candidatures ayant été déposée dans le délai prescrit au service des votations et élections, cette élection complémentaire devient dès lors tacite.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 09.*

# Entrée en vigueur de lois

---

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur de la loi suivante :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi du 14.12.2012, (11083) autorisant le Conseil d'Etat à pourvoir aux charges du budget de fonctionnement ainsi qu'aux dépenses du budget d'investissement jusqu'à promulgation du budget administratif de l'Etat de Genève pour l'année 2013 (L11083)</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> janvier 2013

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*



# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
31 décembre 8h00	Commémoration officielle de la restauration de la République	Promenade de la Treille	CHA	Aline Staerkle ☎ 022 327 95 30